

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1803

21 juillet 2015

SOMMAIRE

04 Retail S.à.r.l.	86512	Ferlux Investment S.A.	86498
Actors.lu	86531	Fobos-04 Investment S.A.	86499
Alpha Trains Holdco S.à r.l.	86508	Fortissimmo	86499
Arlon Investments S.à r.l.	86502	Fourpoints Funds	86499
Atlas Holding 2002 S.à.r.l.	86502	FREO Capital Advisors S.à r.l.	86500
Baudries S.à r.l.	86500	Garage Schmit & Fils S.à rl	86498
Bluegreen S.A.	86501	GlobalComm S.à r.l.	86499
Brandsik S.A.	86501	Global Services Agencement Sàrl	86503
Caccini Holding S.à r.l.	86501	Gortis Holding S.A.	86498
Carioca Sol S.A.	86504	Grafias S.à r.l.	86498
Carmesi Investments S.à.r.l.	86501	GSO Luxembourg Onshore Funding II S.à r.l.	86499
Carol S.A.	86504	Helix Offshore International Holdings S.à r.l.	86500
Carol S.A.	86504	H.K. Baustudio SA	86498
CEP III Co-Investment S.à r.l. SICAR	86503	Logistics Holdings Holdco S.à.r.l.	86518
CLS Citadel S.à r.l.	86505	Luxmedica Enterprises S.à r.l.	86526
CPM Développement S. à r. l.	86504	Santander SICAV	86532
CPS Consulting Sàrl	86504	Techolding S.A.	86502
CS Taxis S.à r.l.	86544	Tivana Midco S.à r.l.	86503
Damian	86505	Vauban Investments	86503
Digital Services XXXIV S.à r.l.	86505	VEDF (Luxembourg) P9 S.à r.l.	86533
DNB Sicav	86505		
Empire (Luxembourg) International Mining S. à r.l.	86506		

Gortis Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.
R.C.S. Luxembourg B 170.016.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015076881/9.
(150087233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Grafias S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 69.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 134.222.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 mai 2015.
Référence de publication: 2015076882/10.
(150087983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Garage Schmit & Fils S.à rl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 93-95, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 143.788.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 26 mai 2015. Signature.
Référence de publication: 2015076887/10.
(150088688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

H.K. Baustudio SA, Société Anonyme.

Siège social: L-7526 Mersch, 5, allée W. Leonard.
R.C.S. Luxembourg B 88.277.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Monsieur Horst Kandels
L'administrateur
Référence de publication: 2015076909/11.
(150088423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Ferlux Investment S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 22.541.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 mai 2015.
Pour: FERLUX INVESTMENT S.A.
Société anonyme
Experta Luxembourg
Société anonyme
Référence de publication: 2015076854/14.
(150087538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Fortissimmo, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 41.224.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015076868/9.

(150088182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

GSO Luxembourg Onshore Funding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 159.110.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 mai 2015.

Référence de publication: 2015076906/10.

(150088543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

GlobalComm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 159.186.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 mai 2015.

Référence de publication: 2015076880/10.

(150087979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Fobos-04 Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 21, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 102.609.

Par la présente, nous soussignons Monsieur Paolo BETTIOL et Monsieur Luca PIZZICOTTI, vous informe de nos démissions de nos mandats d'administrateur de la société Fobos-04 Investment S.A., ayant son siège social à 21, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B102609 en date du 1^{er} avril 2015.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Paolo BETTIOL / Luca PIZZICOTTI.

Référence de publication: 2015076864/12.

(150088368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Fourpoints Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 70.453.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2015.

Pour FOURPOINTS FUNDS

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2015076869/13.

(150088563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Baudries S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 179.703.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale des gérants tenue en date du 10 avril 2015

Associés

En date du 10 avril 2015 a eu lieu la cession de parts sociales suivante:

Monsieur Benjamin VAN OUDENHOVE, a cédé 10 (dix) parts sociales qu'il détenait à Madame Caroline FARLEY, née le 04 avril 1975 à Melbourne en Australie, demeurant Vlierbeekberg 107 B-3090 Overijse (Belgique)

Au terme de cette cession de parts sociales, la répartition du capital de la société est la suivante:

Monsieur Benjamin VAN OUDENHOVE détient	90 (quatre-vingt-dix) parts
Madame Caroline FARLEY détient	10 (dix) parts
	100 (cent) parts

Référence de publication: 2015075828/17.

(150087290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

FREO Capital Advisors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 158.085.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts, avec date d'effet au 18 mai 2015, que l'associé de la Société, Stanton Capital S.A., a transféré la totalité des 6.250 parts sociales qu'il détenait dans la Société à:

- Connaught Hill investments S.à r.l.

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

Connaught Hill investments S.à r.l.	10.020 parts sociales
FREO Team S.à r.l.	2.480 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mai 2015.

FREO Capital Advisors S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015076022/18.

(150087085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Helix Offshore International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 177.689.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 18 mai 2015

1, Monsieur Erik Heymann, né à Amsterdam (Pays-Bas), le 10 janvier 1963, résidant professionnellement au 3505 West Sam Houston Parkway North, suite 400, 77043 Houston, Texas, Etats-Unis d'Amérique, est nommé gérant de classe A pour une période indéterminée avec effet immédiat.

2. Le nombre de gérants est augmenté de 5 gérants à 6 gérants.

Veillez prendre note que l'adresse professionnelle de M. Anthony Tripodo, gérant de classe A, se situe désormais au 3505 West Sam Houston Parkway North, suite 400, 77043 Houston, Texas, Etats-Unis d'Amérique.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Helix Offshore International Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015076063/19.

(150086686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Brandsik S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 121.938.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015075840/9.
(150086900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Caccini Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.
R.C.S. Luxembourg B 159.157.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015075848/10.
(150086943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Bluegreen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 64.425.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'Administration tenu le 28 avril 2015

Le Conseil décide de révoquer FIDUPAR, société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy, comme dépositaire des actions au porteur de la Société.

Copie certifiée conforme

JALYNE S.A. / -

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015075838/14.
(150086255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Carmesi Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 194.055.

Extrait des résolutions adoptées par l'actionnaire unique datée du 11 Mai 2015:

1. la démission du Gérant:

- Victoria Management Services S.A, avec adresse au 56, Rue Charles Martel L - 2134 Luxembourg a été acceptée avec effet au 11 Mai 2015;

2. la nomination des Gérants:

- John Mills, avec adresse au 58, Rue Charles Martel L - 2134 Luxembourg, a été acceptée avec effet au 11 Mai 2015 et ce, pour une période indéterminée.

- Andrew Knight, avec adresse au 56, Rue Charles Martel L - 2134 Luxembourg, a été acceptée avec effet au 11 Mai 2015 et ce, pour une période indéterminée.

- Qais Saleh, avec adresse au 24, Upper Meadow, Gerrards Cross, SL9 7EY, United Kingdom a été acceptée avec effet au 11 Mai 2015 et ce, pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015075854/21.
(150087186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Arlon Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.515.480,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 168.978.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 15 mai 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1594 du 27 juin 2012.

Les comptes annuels de la Société au 31 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Arlon Investments S.à r.l.

Référence de publication: 2015075775/14.

(150087787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Atlas Holding 2002 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 90.786.

EXTRAIT

La soussignée Gentoo Financial Services (Luxembourg) S.A., en tant que domiciliataire de la société ATLAS HOLDING 2002 S.A R.L., inscrite au Registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90786, ayant son siège social au 64, rue Principale, L-5367 Schuttrange, déclare par la présente dénoncer le siège social de ladite société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 20 mai 2015.

Gentoo Financial Services (Luxembourg) S.A.

Domiciliataire

Référence de publication: 2015075778/15.

(150087134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Techolding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 30.690.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 23 avril 2015 ainsi que par le conseil d'administration réuni le même jour

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015:

- Monsieur Yann DUCHESNE, directeur de société, demeurant au 43bis, boulevard Victor Hugo, F - 92400 Neuilly-sur-Seine, Président;
- Monsieur Pascal BRANDYS, directeur de société, demeurant au 11, rue Magellan, F - 75008 Paris;
- Madame Irina SAZHINA, expert-comptable, demeurant au 9, Minskaya Ulitsa Bldg., 119121 Moscou, Russie.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015:

- AUDIEX S.A. société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

Sont nommés administrateurs-délégués, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015:

- Monsieur Yann DUCHESNE, directeur de société, demeurant au 43bis, boulevard Victor Hugo, F - 92400 Neuilly-sur-Seine,
- Monsieur Pascal BRANDYS, directeur de société, demeurant au 11, rue Magellan, F - 75008 Paris,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015075662/25.

(150085928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Global Services Agencement Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, 1, rue de Turi.
R.C.S. Luxembourg B 103.058.

—
Transfert du siège social de 3 rue de Turi L-3378 Livange à 1 rue de Turi L-3378 Livange.

Fait à Luxembourg, le 07/05/2015.

Le gérant

Référence de publication: 2015076897/10.

(150088502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

CEP III Co-Investment S.à r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 134.839.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

CEP III Co-Investment S.à r.l. SICAR

Un mandataire

Référence de publication: 2015080270/13.

(150092404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Vauban Investments, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J-F Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 158.515.

—
Extrait des résolutions circulaires du conseil d'administration du 20 mars 2015

Après délibération, le Conseil d'Administration décide à l'unanimité des voix des membres présents de transférer avec effet au 20 mars 2015, le siège social de la Société de son adresse actuelle à l'adresse suivante:

44, avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Pour extrait

FIDUPAR

Signatures

Référence de publication: 2015075678/15.

(150086409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Tivana Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 187.123.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution de l'associé unique sous seing privé en date du 19 mai 2015 que Monsieur Jérôme JANSSEN, demeurant 16/18 boulevard de Vaugirard F-75015 PARIS (France) et Monsieur Luc LEROI, demeurant 13a rue de Clairfontaine L-8460 EISCHEN (Grand Duché du Luxembourg), sont nommés tous deux gérants de la Société TIVANA MIDCO S.à r.l. à la date du 19 mai 2015 pour une période déterminée et s'achevant à la date de l'approbation des comptes annuels de l'année 2015,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Pour la société

Référence de publication: 2015075658/16.

(150085982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

CPM Développement S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 112.217.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015080290/10.

(150092435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.**CPS Consulting Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3511 Dudelange, 55, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 116.558.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015080291/10.

(150092677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.**Carol S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 30.815.

Les comptes annuels au 31 décembre 2001 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
CAROL S.A.

Référence de publication: 2015080261/11.

(150091889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.**Carol S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 30.815.

Les comptes annuels au 31 décembre 2002 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
CAROL S.A.

Référence de publication: 2015080262/11.

(150092358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.**Carioca Sol S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 105.173.

Le bilan de la société au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2015080259/12.

(150091996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Damian, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7325 Heisdorf, 3A, rue des Jardins.
R.C.S. Luxembourg B 125.190.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015075942/10.

(150086636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Digital Services XXXIV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 193.945.

Die koordinierte Satzung vom 04/05/2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 21/05/2015.

Me Cosita Delvaux
Notar

Référence de publication: 2015075937/12.

(150086928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

CLS Citadel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 125.176.

EXTRAIT

En date du 19 mai 2015, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Samuel Haas en tant que gérant est acceptée avec effet au 19 Mai 2015.

Luxemburg, le 19 Mai 2015.

Pour extrait conforme
Andreas Brückmann

Référence de publication: 2015075919/14.

(150087274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

DNB Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 192.656.

Extrait des résolutions prises par voie de résolution circulaire en date du 16 avril 2015

En date du 16 avril 2015, le Conseil d'Administration a décidé:

- d'accepter la démission de Madame Katarzyna de Oliveira Santos en qualité d'administrateur avec effet au 16 avril 2015,

- de ratifier la cooptation de Monsieur Mike Judith, 13 Rue Goethe, 1637 Luxembourg en qualité d'administrateur en date du 16 avril 2015 jusqu'à la prochaine Assemblée Générale prévue en 2015, en remplacement de Madame Katarzyna de Oliveira Santos, démissionnaire.

Luxemburg, le 21 mai 2015.

Pour extrait sincère et conforme
Pour DNB SICAV
Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015075950/18.

(150086960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Empire (Luxembourg) International Mining S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 165.187.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of May.

Before the undersigned, Maître Jacques Kessler, notary resident in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the sole shareholder of "Empire (Luxembourg) International Mining S.à r.l." (hereafter referred to as the "Company"), a "Société à responsabilité limitée", established at L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, R.C.S. Luxembourg section B number 165 187, incorporated by deed of Maître Francis Kessler, notary public, on October 07, 2011, published in the Luxembourg Memorial C number 169 on January 20, 2012.

There appeared

Columbus Copper Corporation, with registered office at 1090, Hamilton Street, CDN - V6B 2R9 Vancouver BC, registered under number BCO712925 (British Columbia Corporate Registry) (the "Sole Shareholder"), hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing in Schouweiler, by virtue of a proxy given in Luxembourg on April 15, 2015, which proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has declared and requested the undersigned notary to record the following:

I. that the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

II.- the Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12.500), represented by one thousand two hundred fifty (EUR 1.250) shares in register form, having a nominal value of ten Euros (EUR 10) each, all entirely subscribed and fully paid up.

III.- the Sole Shareholder has full and complete knowledge of the Articles and of the Company's financial situation;

IV.- the Sole Shareholder, in its capacity as sole shareholder of the Company, resolves to dissolve the Company with immediate effect and to put it into liquidation (liquidation volontaire);

V.- the Sole Shareholder resolves to act as liquidator of the Company;

VI.- the Sole Shareholder in its capacity of liquidator of the Company, declares that:

(i) the activity of the Company has ceased;

(ii) the liquidation accounts have been prepared and show that all the known liabilities of the Company have been settled or fully provided for;

(iii) it will receive all the outstanding assets of the Company;

(iv) all issued ordinary shares of the Company held by the Sole Shareholder are cancelled in consideration of the liquidation proceeds transferred to it; and

(v) it will assume all hidden or unknown liabilities (if any);

VII.- the Sole Shareholder approves the liquidation accounts of the Company dated April 15, 2015 VIII.- the Sole Shareholder waives the appointment of a liquidation auditor;

IX.- the Sole Shareholder resolves to grant full discharge to the managers, Mr Manfred Schneider, Mrs. Florence Gérardy and Mr. Akbar Hassanally, for the performance of their mandate and in connection with the liquidation accounts.

X.- the Sole Shareholder resolves to transfer to it, as liquidation proceeds all the remaining assets of the Company, and to take all steps necessary to ensure that such transfers are enforceable against third parties;

XI.- the Sole Shareholder resolves to confirm that the Company is hereby liquidated and the liquidation is closed;

XII.- the Sole Shareholder resolves to keep the books, documents and records of the Company at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, for a period of five years after the publication of this deed in the Mémorial and to pay any and all costs associated with the liquidation;

XIII.- the Sole Shareholder resolves to grant power to any lawyer and any employee of Alter Domus and of Maître Jacques Kessler, each of them acting individually:

(i) to carry-out and perform any formalities necessary to complete and file any outstanding tax returns of the Company (including, but not limited to, tax returns relating to financial year 2015); and

(ii) to undertake any formalities necessary in connection with filing the closing the Company's liquidation, these powers expiring one year after the closing of the Company's liquidation.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the Sole Shareholder that this deed is drawn up in English and French, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Pétange, on the date first stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Sole Shareholder's authorised representative.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mil quinze, le dix-huit mai.

Par devant le soussigné Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché du Luxembourg.

Se réunit

l'Assemblée Générale Extraordinaire de actionnaire unique de la société à responsabilité limitée "Empire (Luxembourg) International Mining S.à r.l." (la "Société"), ayant son siège social au L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 165.187, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Francis Kessler en date du 07 octobre 2011, publié au Mémorial C numéro 169 du 20 janvier 2012.

A comparu

Columbus Copper Corporation, avec siège social au 1090, Hamilton Street, CDN - V6B 2R9 Vancouver BC, enregistré sous nombre BCO712925 (register de British Columbia Corporate) (l'«Actionnaire»), ici représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée, demeurant à Schouweiler, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 15 avril 2015, Ladite procuration, après signature ne variatur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Actionnaire Unique a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. que l'Actionnaire Unique détient toutes les actions du capital de la Société;

II.- le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500), représenté par mille deux-cent cinquante (1.250) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées III.- l'Associé Unique a une pleine et parfaite connaissance des Statuts et de la situation financière de la Société.

IV.- l'Associé Unique, en sa qualité d'associé unique de la Société, décide de procéder à la dissolution de la Société avec effet immédiat et de la placer en liquidation volontaire;

V.- l'associé unique décide d'assumer le rôle de liquidateur de la société;

VI.- l'Associé Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que:

(i) l'activité de la Société a cessé;

(ii) les comptes de liquidation ont été préparés et montrent que toutes les dettes connues de la Société ont été réglées ou intégralement provisionnées;

(iii) il recevra tous les actifs en circulation de la Société;

(iv) toutes les parts sociales ordinaires émises de la Société détenues par l'Associé Unique sont annulées en contrepartie du produit de la liquidation qui lui est transféré; et

(v) il assumera toutes les dettes cachées et inconnues, le cas échéant;

VII.- l'Associé Unique approuve les comptes de liquidation de la Société datés du 15 avril 2015;

VIII.- l'Associé Unique renonce à la nomination d'un commissaire à la liquidation;

IX.- l'Associé Unique décide d'accorder pleine décharge aux gérants, M. Manfred Schneider, Mme. Florence Gérardy et M. Akbar Hassanally, pour l'exercice de leur mandat et en ce qui concerne les comptes de liquidation;

X.- l'Associé Unique décide de transférer pour son compte, en tant que produit de la liquidation, tous les actifs restants de la Société, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que ces transferts soient opposables aux tiers;

XI.- l'Associé Unique décide de confirmer que la Société est liquidée par la présente et la liquidation clôturée;

XII.- l'Associé Unique décide de conserver les livres, documents et registres de la Société au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, durant une période de cinq ans après la publication du présent acte au Mémorial et de payer tous les frais associés à la liquidation;

XIII.- l'Associé Unique décide de donner pouvoir à tout avocat et à tout employé de Alter Domus et de Maître Jacques Kessler, chacun agissant individuellement:

(i) pour effectuer et accomplir toutes formalités nécessaires pour terminer et déposer les déclarations d'impôts de la Société restantes (y compris, mais sans s'y limiter, les déclarations d'impôts relatives à l'exercice social 2015); et

(ii) de se soumettre à toutes les formalités nécessaires en relation avec le dépôt de la clôture de la liquidation de la Société,

ces pouvoirs expirant un an après la clôture de la liquidation de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de l'Associé Unique le présent acte est rédigé en anglais et en français, et qu'en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de l'Associé Unique.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 mai 2015. Relation: EAC/2015/11214. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015075961/119.

(150087549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Alpha Trains Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.140.500,00.

Siège social: L-2175 Luxembourg, 22, rue Alfred de Musset.

R.C.S. Luxembourg B 137.603.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-sixth day of March,

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Alpha Trains (Malta) Holdco 1 Limited Luxembourg Branch, having its registered office at 22, rue Alfred de Musset, L-2175 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 140106 and being the Luxembourg branch of Alpha Trains (Malta) Holdco 1 Limited a limited company incorporated under the laws of Malta, with registered office at 1717, Old Bakery Street, VLT 09 Valetta, Malta, registered with Malta Registry of Companies under number C41997 (the Sole Shareholder),

represented by Régis Galiotto, notary's clerk, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal,

being the sole shareholder of Alpha Trains Holdco S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 22, rue Alfred de Musset, L-2175 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 137.603 and with a share capital of EUR 20,109,500.-(the Company).

The Company was incorporated on 20 March 2008 pursuant to a deed drawn up by Maître Martine Schaeffer, a notary resident in Luxembourg City, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°1080 of 2 May 2008. The Company's articles of association have since been amended several times, most recently on 18 December 2009 pursuant to a deed drawn up by Maître Paul Decker, a notary resident in Luxembourg City, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°225 of 2 February 2010.

After signature ne varietur by the authorised representative of the Sole Shareholder and the undersigned notary, this power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The Sole Shareholder resolves as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital with immediate effect by an amount of thirty one thousand euros (EUR 31,000.-) to raise it from its present amount of twenty million one hundred and nine thousand five hundred euros (EUR 20,109,500.-), represented by twenty million one hundred and nine thousand five hundred shares, divided into four hundred fourteen thousand four hundred forty (414,440) class A shares and nineteen million six hundred ninety-five thousand sixty (19,695,060) class B shares, all having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, to twenty million one hundred forty thousand five hundred euros (EUR 20,140,500.-), by the issue of thirty one thousand (31,000) new class A shares in the Company having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, and with the same rights and obligations as the existing class A shares (the New Shares).

Second resolution

Subscription - Payment

The Sole Shareholder resolves to approve the subscription and full payment of the New Shares by Alpha Trains (Luxembourg) Holdings S.à r.l. a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 22, rue Alfred de Musset, L-2175 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 168.301

and having a share capital of EUR 13,430,000.- (the Contributor), here represented by Régis Galiotto, prenamed by virtue of a power of attorney given under private seal, who declares that the Contributor subscribes to the New Shares having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each and fully pays them up by a contribution in kind of thirty one thousand (31,000) shares (the Company 1 Shares) it holds in the share capital of Alpha Trains Finance S.A., a public limited liability company (société anonyme) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 22, rue Alfred de Musset, L-2175 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B194.034 (the Company 1), the Company 1 Shares having an aggregate value of thirty one thousand euros (EUR 31,000.-).

Valuation - Allocation

The value of the contribution in kind of the Company 1 Shares to the Company is certified to the undersigned notary by a certificate, issued by the management of Company 1 and the Contributor and is approved by the Company's management. This certificate which states that:

1. the Contributor is the sole owner of the Company 1 Shares;
2. the Contributor possesses the power to dispose of the Company 1 Shares;
3. the Company 1 Shares are fully paid-up;
4. the Company 1 Shares are not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Company 1 Shares and none of the Company 1 Shares are subject to any attachment;
5. there exists no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that the Company 1 Shares be transferred to it;
6. the Company 1 Shares are freely transferable;
7. all formalities required in any relevant jurisdiction in relation to the contribution in kind of the Company 1 Shares to the Company, and any consents required from any third parties or authorities have been effected or will be effected upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the said contribution in kind;
8. all corporate, regulatory and other approvals (if any) required in all relevant jurisdictions for or in connection with the contribution in kind of the Company 1 Shares to the Company, have been obtained;
9. based on generally accepted accounting principles, the fair market value of the Company 1 Shares is at least equal to thirty one thousand euros (EUR 31,000.-), and since the valuation was made no material changes have occurred which would have depreciated the contribution made to the Company.

After signature *in varietur* by the authorised representative of the Contributor and the undersigned notary, this certificate will remain attached to this deed to be registered with it.

The contribution in kind to the Company of the Company 1 Shares, for the aggregate amount of thirty one thousand euros (EUR 31,000.-) is entirely allocated to the share capital account of the Company.

The Sole Shareholder resolves to record that, following the share capital increase, the shareholding in the Company is as follows:

Alpha Trains (Malta)	414,440 class A shares
Holdco 1 Limited	19,695,060 class B shares
Alpha Trains (Luxembourg) Holdings S.à r.l.	31,000 class A shares
Total:	445,440 class A shares
	19,695,060 class B shares

The Sole Shareholder and the Contributor are together referred to as the Shareholders.

Third resolution

The Shareholders resolve to amend article 5.1 of the articles of association as follows to reflect the above resolutions:

“ **5.1.** The Company's share capital is set at twenty million one hundred forty thousand five hundred euros (EUR 20,140,500.-), represented by twenty million one hundred forty thousand five hundred (20,140,500) shares in registered form, divided into two classes of shares consisting of:

- 445,440 class A shares;
- 19,695,060 class B shares.

All of the shares of the Company have a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up.”

Any manager of the Company, each acting individually, shall register the New Shares in the Company's register of shareholders.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are estimated at approximately two thousand Euros (2,000.- EUR).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the Shareholders that this deed is drawn up in English and French, and that in the case of discrepancies, the English version shall prevail.

Whereof this notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date first stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Shareholders' authorised representative(s).

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt sixième jour du mois de mars,

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, soussigné, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Alpha Trains (Malta) Holdco 1 Limited Luxembourg Branch, dont le siège social est établi à 22, rue Alfred de Musset, L-2175 Luxembourg, Grand-Duchée de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.106 et étant la succursale Luxembourgeoise d'Alpha Trains (Malta) Holdco 1 Limited une société (limited company) régie par le droit de Malte, dont le siège social est établi à 1717, Old Bakery Street, VLT 09 Valetta, Malte, immatriculée au registre des sociétés de Malte sous le numéro C41997 (l'Associé Unique),

représenté par Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

étant l'associé unique de Alpha Trains Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée dont le siège social est établi au 22, rue Alfred de Musset, L-2175 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.603 et disposant d'un capital social de EUR 20.109.500.- (la Société).

La Société a été constituée le 20 mars 2008 suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°1080 du 2 mai 2008. Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 18 décembre 2009 suivant un acte de Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°225 du 2 février 2010.

Après signature ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire soussigné, la procuration restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social avec effet immédiat d'un montant de trente-et-un mille euros (EUR 31.000.-) afin de le porter de son montant actuel de vingt millions cent neuf mille cinq cents euros, (EUR 20.109.500.-) représenté par vingt millions cent neuf mille cinq cents (20.109.500) parts sociales, divisées en quatre cent quatorze mille quatre cent quarante (414.440) parts sociales de classe A et dix-neuf millions six cent quatre-vingt-quinze mille soixante (19.695.060) parts sociales de classe B, toutes ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, à vingt millions cent quarante mille cinq cents euros (EUR 20.140.500.-), par l'émission de trente-et-un mille (31.000) nouvelles parts sociales de classe A dans la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, et portant les mêmes droits et obligations que les parts sociales de classe A existantes (les Parts Sociales Nouvelles).

Deuxième résolution

Souscription - Libération

L'Associé Unique décide d'approuver la souscription et la libération intégrale des Parts Sociales Nouvelles par Alpha Trains (Luxembourg) Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 22, rue Alfred de Musset, L-2175 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.301 et disposant d'un capital social de EUR 13.430.000.- (l'Apporteur), ici représenté par Régis Galiotto, prénommé, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, qui déclare que l'Apporteur souscrit aux Parts Sociales Nouvelles, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune et les libère intégralement par un apport en nature de trente-et-un mille (31.000) parts sociales (les Parts Sociales 1) qu'il détient dans le capital social de Alpha Trains Finance S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 22, rue Alfred de Musset, L-2175 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 194.034 (la Société 1), les Parts Sociales 1 ayant une valeur totale de trente-et-un mille euros (EUR 31.000.-).

Évaluation - Affectation

La valeur de l'apport en nature des Parts Sociales 1 à la Société est attestée au notaire instrumentant par le biais d'un certificat délivré par les organes de gestion de la Société 1 et par l'Apporteur, et approuvé par l'organe de gestion de la Société. Ce certificat atteste que:

1. l'Apporteur est le seul propriétaire des Parts Sociales 1;
2. l'Apporteur possède le droit de disposer des Parts Sociales 1;
3. les Parts Sociales 1 sont entièrement libérées;
4. les Parts Sociales 1 ne sont grevées d'aucun nantissement ou usufruit, il n'existe aucun droit d'acquérir un nantissement ou usufruit sur les Parts Sociales 1 et aucune des Parts Sociales 1 n'est soumise à un privilège;

5. il n'existe aucun droit de préemption ni d'autres droits en vertu desquels une personne serait autorisée à exiger que les Parts Sociales 1 lui soient cédées;

6. les Parts Sociales 1 sont librement cessibles;

7. toutes les formalités requises dans les différentes juridictions relatives à l'apport en nature des Parts Sociales 1 à la Société et tous les consentements requis de tout tiers ou autorité ont été ou seront effectués dès réception d'une copie certifiée conforme de l'acte notarié documentant ledit apport en nature;

8. toutes les approbations sociales, réglementaires ou autres (le cas échéant) requises dans toutes les juridictions concernées pour ou relatives à l'apport en nature des Parts Sociales 1 à la Société ont été obtenues;

9. sur base des principes comptables généralement acceptés, la juste valeur de marché des Parts Sociales 1 est au moins égale à trente-et-un mille euros (EUR 31.000.-) et depuis cette évaluation, aucun changement matériel n'est survenu qui aurait déprécié la valeur de l'apport fait à la Société.

Après signature ne varietur par le mandataire de l'Apporteur et le notaire instrumentant, ce certificat restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'apport en nature des Parts Sociales 1 à la Société pour le montant total de trente-et-un mille euros (EUR 31.000.-) est entièrement affecté au compte de capital social de la Société.

L'Associé Unique décide d'acter que, suite à l'augmentation de capital, l'actionnariat de la Société se compose comme suit:

Alpha Trains (Malta)	414.440 parts sociales de classe A
Holdco 1 Limited	19.695.060 parts sociales de classe B
Alpha Trains (Luxembourg) Holdings S.à r.l.	31.000 parts sociales de classe A
Total:	445.440 parts sociales de classe A 19.695.060 parts sociales de classe B

L'Associé Unique et l'Apporteur sont désignés ensemble les Associés.

Troisième résolution

Les Associés décident de modifier l'article 5.1. des statuts comme suit afin de refléter les résolutions qui précèdent:

" **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à vingt millions cent quarante mille cinq cents euros (EUR 20.140.500.-), représenté par vingt millions cent quarante mille cinq cents (20.140.500) parts sociales sous forme nominative, divisées en

- 445.440 parts sociales de classe A;

- 19.695.060 parts sociales de classe B.

Toutes les parts sociales de la Société ont une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

Tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, inscrira les Parts Sociales Nouvelles dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés à environ deux mille Euros (2.000.- EUR).

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare à la demande des Associés, que le présent acte est rédigé en Anglais et en Français et qu'en cas de divergences, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite par le notaire, celui-ci signe le présent acte avec le mandataire des Associés.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 2 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/10345. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 19 mai 2015.

Référence de publication: 2015075770/200.

(150086742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

04 Retail S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 59, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 196.946.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighth of May

Before Me Karine REUTER, notary residing professionally in Luxembourg.

There appeared:

OROLUK INVESTMENTS SARL, a company incorporated in Luxembourg, having its registered office at 59 Grand Rue, L-1661 Luxembourg, registered with the trade register of Luxembourg under the reference B 172 186,

here represented by M. Sigurdur BOLLASON, born on June 25th, 1973 in Reykjavik, residing at 59 Grand Rue, L-1661 Luxembourg.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) known by the name of "O4 RETAIL S.À R.L." (the Company).

Art. 2. Corporate object. The corporation may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

The Company may also develop, purchase, control and sell trademarks, patents, licences and / or equivalent rights of whatever origin in Luxembourg or abroad.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities, grant to other companies or enterprises in which the company has a participating interest or which form a part of the group of companies to which the Company belongs any assistance, such as loans, advances and guarantees.

The corporation may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the sole manager or the board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (12,500 eur) represented by one thousand two hundred fifty (1,250) shares having a par value of ten euro (10 eur) each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the shareholders or of the sole shareholder will not terminate the Company to an end.

Art. 12. Management. The Company is managed by a sole manager or by a board of managers composed of two or several managers, who need not be shareholders.

The sole manager or the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose. The managers are appointed by the general meeting of shareholders. They may be dismissed freely at any time by the general meeting of shareholders.

In dealing with third parties, the Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager. If managed by a board of managers, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of two managers. However, the Company will be validly bound by the sole signature of each manager for the acts relating to its daily management.

The board of managers may choose from among its members a chairman.

It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least five days in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

When the board is composed at least of three managers, any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by facsimile another manager as his proxy. A manager may not represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting. In the event that, at any meeting of the board of managers, the number of votes for and against a resolution is equal, the chairman shall have a casting vote.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, or by facsimile, or any other similar means of communication to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 13. Liability of the managers., The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholder(s). An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, on the last working day of June at 2 p.m. and for the first time in the year 2016.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the 1915 Act.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on the 1st January and ends on 31st December of each year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company. The manager or in case of plurality of managers the Board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the 1915 Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Declaration

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Act.

Transitory disposition

The first financial year shall begin today and it shall end on December 31st 2015.

Subscription and liberation

The one thousand two hundred and fifty (1.250) shares have been subscribed by the sole shareholder OROLUK INVESTMENTS SARL, represented as stated above.

All these shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of twelve thousand five hundred euros (12,500 EUR) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the undersigned notary who states it.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be one thousand three hundred and fifty one euros and thirty-three cents (EUR 1.351,33.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation, the sole shareholder, representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers is set at one (1).
2. Is appointed as Manager of the Company for an unlimited period of time:
M. Sigurdur BOLLASON, born on June 25th, 1973 in Reykjavik, residing at 59 Grand Rue, L-1661 Luxembourg.
3. The registered office is established at Luxembourg, L-1661, Grand-Rue 59

WHEREOF, The present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder signed together with the Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil quinze, le huit mai

Par devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

OROLUK INVESTMENTS SARL, une société de droit luxembourgeois, ayant son siège au 59 Grand Rue, L-1661 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la référence B 172 186, ici dûment représentée par M. Sigurdur BOLLASON, né le 25 juin 1973 à Reykjavik, demeurant au 59 Grand Rue, L-1661 Luxembourg.

La partie comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de «O4 RETAIL S.À R.L.» (la Société).

Art. 2. Objet social. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société peut également développer, acquérir, céder et exploiter des marques, brevets et tous autres droits similaires ou équivalents, à Luxembourg et à l'étranger.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, accorder à d'autres sociétés ou entreprises dans lesquelles la société détient une participation ou qui font partie du même groupe de sociétés que la société, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé unique ou d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant unique ou du conseil de gérance.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent euros (12.500 EUR) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de DIX EUROS (10 EUR) chacune.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 des présents statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de parts sociales. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées.

Art. 10. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 15 des statuts sont d'application.

Art. 11. Décès, incapacité, faillite ou déconfiture des associés. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un des associés sinon de l'associé unique, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un gérant unique ou par un conseil de gérance composé de deux ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Le gérant unique ou le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés. Ils sont librement et à tout moment révocables par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée, en toutes circonstances, par la signature du gérant unique. Si la gestion est confiée à un conseil de gérance, la Société est engagée, en toutes circonstances, par la signature conjointe de deux gérants. Cependant, la Société est valablement engagée par la signature individuelle de chaque gérant, pour les actes relatifs à sa gestion journalière.

Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président.

Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Lorsque le conseil de gérance est composé d'au moins trois membres, tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant ne peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil de gérance, il y a égalité de voix pour et contre une décision, la voix du président sera prépondérante.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par lettre ou par télécopie ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Assemblées générales des associés. Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée, le dernier jour ouvrable de Juin à quatorze heures, et pour la première fois en 2016.

D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation. Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

Art. 15. Droits de vote des associés, quorum et majorité. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Comptes annuels. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 18. Distribution des bénéfices, réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 19. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi sur les sociétés commerciales.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi de 1915 et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi de 1915.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales ont toutes été souscrites par OROLUK INVESTMENTS SARL, préqualifiée et représentée comme indiqué en tête des présentes.

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (12.500 EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le confirme.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à mille trois cent cinquante et un euros et trente-trois cents (1.351,33,-EUR).

Décisions de l'associée unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associée unique, représentée comme ci-avant, représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Les membres du conseil de gérance sont au nombre de un (1).
2. Est nommé gérant pour une durée indéterminée:
M. Sigurdur BOLLASON, né le 25 juin 1973 à Reykjavik, demeurant au 59 Grand Rue, L-1661 Luxembourg
3. Le siège social de la société est établi à Luxembourg, L-1661, Grand-Rue 59

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom, prénoms usuels, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le Notaire.

Signés: S. BOLLASON, K.REUTER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 12 mai 2015. Relation: 2LAC/2015/10344. Reçu soixante-quinze euros 75.-.

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 21 mai 2015.

Référence de publication: 2015075716/322.

(150086317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Logistics Holdings Holdco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 196.959.

—
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FIFTEEN,
ON THE FOURTH DAY OF THE MONTH OF MAY.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Logistics Holdings Pledgeco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500),

incorporated by deed of the undersigned notary dated 4 May 2015 not yet published and in the course of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg,

represented by Maître Flora Verrecchia, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 04 May 2015 which proxy shall be registered together with the present deed.

The appearing party, represented as above stated, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Logistics Holdings Holdco S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Logistics Holdings Holdco S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its own shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
Logistics Holdings Pledgeco S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

All the shares have been entirely paid up by contribution in cash, so that the company has now at its disposal the sum of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in Article 183 of the law on Commercial Companies of September 18, 1933 have been fulfilled.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,400.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.140.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the above appearing party the present deed is worded in English followed by and German translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the German and the English texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

IM JAHRE ZWEITAUSENDFÜNFZEHN,
AM VIERTEN TAG DES MONATS MAI,

Vor der unterzeichnenden Notarin Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen,

Logistics Holdings Pledgeco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) beträgt, gegründet durch eine Urkunde des unterzeichnenden Notars vom 4. Mai 2015, welche noch nicht veröffentlicht wurde und die dabei ist, beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg eingetragen zu werden,

hier vertreten durch Maître Flora Verrecchia, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt am 04. Mai 2015, welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Logistics Holdings Holdco S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Logistics Holdings Holdco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende

solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine eigenen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gut-zuheißeln.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig Eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
Logistics Holdings Pledgeco S.à r.l.	500	EUR 12.500
Summe	500	EUR 12.500

Alle Anteile wurden in bar voll eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden ungefähr abgeschätzt auf EUR 1.400,-.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:

- BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache kundig ist, bestätigt hiermit dass auf Anfrage der erschienenen Partei vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer der erschienenen Partei der dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat derselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: F. VERRECCHIA, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 08 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14364. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. Mai 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015076132/460.

(150086678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Luxmedica Enterprises S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 196.972.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le huit mai,

par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée,

ONT COMPARU:

1. Madame Stéphanie Françoise DHEUR, ingénieur, née à Meyrin (Suisse), le 27 février 1989, demeurant professionnellement à B L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss;

2. Monsieur Uday Shiv ARORA, ingénieur, né le 21 septembre 1987 à Jabalpur, Inde, demeurant professionnellement à B L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss;

3. «EVOLIA Developments», une société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B196075, ici représentée par un de ses gérants, Monsieur Eric VAN DEN ABEELE, né à Astrida (Rwanda) le 31 mars 1957, demeurant à L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss, ayant le pouvoir d'engager la société sous sa seule signature.

Lesquels comparants ont prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

Titre I^{er}. Forme - Dénomination - Durée - Siège - Objet

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de «LUXMEDICA ENTERPRISES S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Septfontaines.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés et en toute autre lieu de la Ville de Luxembourg en vertu d'une décision du conseil de gérance.

Il pourra être créé, par décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. La société a pour objet, peu importe la localisation, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, de toute manière et suivant les modalités qui lui paraîtraient les mieux appropriées, pour son compte ou pour le compte d'autrui, suivant l'obtention des approbations, licences ou autorisations nécessaires ou obligatoires et dans les limites prescrites par la loi:

1. L'achat, la vente, la fabrication, le développement, la commercialisation, la distribution, la promotion la représentation, l'intermédiation, l'importation, l'exportation, l'agence, le courtage, la commission, la consignation, l'exploitation et en général toutes activités commerciales relatives aux objets d'art, bijoux, collections, antiquités, peintures, meubles, dessins, objets de décoration et tout autre bien mobilier, matériel ou immatériel, nécessaire à leur valorisation et, ce, au sens le plus large. L'exploitation de galerie, de médias physiques et digitaux, l'édition de livres, magazines, brochures et autres publi-

cations, l'organisation d'événements, d'expositions, de cours, séminaires, trainings, activités culturelles et de loisirs et activités similaires, la vente d'espaces publicitaires physiques ou virtuels.

2. L'achat, la vente, la fabrication, le développement, la commercialisation, la distribution, la promotion, la représentation, l'intermédiation l'importation, l'exportation, l'agence, le courtage, la commission, la consignation, l'exploitation et en général toutes activités commerciales relatives aux produits, matériels, outillages, machines, installations, entre autres, des secteurs chimiques, pharmaceutiques, médicaux, paramédicaux et vétérinaires, scientifiques, alimentaires, de soins d'hygiène et de beauté, textiles, mobiliers, accessoires, objets décoratifs et d'aménagements intérieurs, électriques et électroniques, des porteurs de l'information et de la communication, de toutes sortes et de tous autres produits du même ordre présents et futurs; le commerce de plantes médicinales, aromathérapie, phytothérapie, de produits de droguerie, de parfumerie, de beauté, de toilette, de bien-être, de laboratoires, de bandagisterie, orthopédiques, diététiques, d'optique, de vision, auditifs, dentaires, de biotechnologies, médicaux, d'ehealth, sportifs, ménagers, énergétiques et de produits ou services afférents, la présente énumération étant exemplative et non limitative et devant être interprétée au sens le plus large.

3. Toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la gestion d'une ou plusieurs officines pharmaceutiques et leurs dépendances tels que laboratoires, magasins, dépôts et caetera, la pratique des analyses industrielles et cliniques, les recherches et les analyses au sens le plus large du mot. Les recherches cliniques, biologiques, biotechnologiques, le développement de centres médicaux, de santé, paramédicaux, toute activité commerciale se rapportant à l'hygiène publique, tous services, plus spécifiquement dans le secteur de la santé au sens le plus large du terme.

4. L'octroi de conseils, d'assistance, de gestion, d'administration, de surveillance et de direction aux sociétés, entreprises, personnes privées et institutions, principalement mais pas exclusivement dans le domaine du management, du marketing, de la production et du développement, du traitement et de l'administration de toute autre société et entreprise de quelque nature qu'elles soient, et ceci, dans le sens le plus large.

Egalement la fourniture d'avis, la réalisation d'études, la préparation et la mise en oeuvre de systèmes d'organisation, l'implémentation et l'exploitation de systèmes de traitement de données, de systèmes informatiques, logiciels ou sites web, algorithmes, apps, technologies de l'information, de tout autre système hébergé sur le cloud et toutes techniques relatives à la gestion technique, administrative, économique et générale des entreprises et ceci, dans le sens le plus large.

5. La société peut elle-même ou en qualité d'intermédiaire procurer tous les moyens, endosser ou faire endosser des fonctions d'administrateurs ou de gérance et fournir des services qui sont directement ou indirectement liés à ce qui précède. Ces services peuvent être fournis en vertu d'une nomination contractuelle ou statutaire et en qualité de conseiller externe ou organe du client.

6. La constitution, le développement, et la gestion d'un patrimoine immobilier; toutes les opérations relatives aux biens immobiliers et aux droits immobiliers tels que l'achat et la vente, la commercialisation, la représentation, la fourniture de service, la construction, la rénovation, la réparation, l'aménagement et la décoration d'intérieur, la location, la sous-location, ou la prise en location, avec ou sans option d'achat, le leasing, en exploitation directe ou en régie, l'entretien de maisons, appartements, surfaces commerciales, magasins, terrains, terrains agricoles, bois, domaines, l'échange, le lotissement, la promotion et, en général, toutes les opérations qui sont liées directement ou indirectement à la gestion ou à l'exploitation de biens immobiliers ou de droits réels immobiliers, pour son compte propre ou pour compte de tiers, y inclus toutes opérations financières.

7. La constitution, le développement, et la gestion d'un patrimoine mobilier; toutes les opérations relatives à des biens et des droits mobiliers, de quelque nature que ce soit, tels que l'achat et la vente, la location, le leasing, la mise à disposition, la prise en location, avec ou sans option d'achat, la commercialisation, la représentation, la fourniture de service, la prise de participation, l'inscription, la prise d'option, l'échange, en particulier la gestion et la valorisation, ou par tout autre moyen de tous biens négociables, parts sociales, actions, obligations, valeurs, titres et fonds d'Etat.

8. La société pourra fournir des services et des conseils relevant au secteur de finance et de placement en valeurs mobilières.

9. Le développement, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous octrois, marques, licences et droits intellectuels, bases de données, au sens le plus large.

10. L'acquisition, la prise ferme des participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes les sociétés ou compagnies existantes ou à constituer, industrielles, commerciales, financières, agricoles ou immobilières; la stimulation, le planning et la coordination du développement des sociétés et compagnies dans lesquelles elle détient une participation; la participation à l'administration, le management, la liquidation et le contrôle ainsi que accorder de l'assistance technique, administrative et financière à ces sociétés et compagnies, et ceci, dans le sens le plus large.

11. La société peut acquérir tout intérêt par association ou apport de capitaux, fusion, souscription, participation, intervention financière ou autrement dans n'importe quelle société, entreprise et opération ayant un objet similaire, lié ou contribuant à la réalisation de son propre objet.

12. Leasing, location et mise à disposition de toute sorte de biens mobiliers.

13. L'organisation de la récolte, la production, l'exploitation et la commercialisation de la biomasse ou d'énergie verte.

14. La société peut organiser toute activité de transport, stockage, collecte et service de livraisons au sens le plus large, pour ses propres activités ou pour un tiers.

15. La société peut agir dans le domaine de la recherche et de l'innovation au sens le plus large, y-compris la recherche scientifique, robotique, énergétique, environnementale et technologique.

16. La société peut agir dans le domaine du traitement de déchets de toute sorte, de l'emballage, de l'embouteillage, de l'étiquetage, de l'impression et de la stérilisation d'objets et de matériel au sens le plus large.

17. La société peut, en complément de ses activités, agir dans le domaine de l'horeca.

La société peut, dans le cadre de son activité, en garantie de ses propres engagements aussi bien que pour compte de tiers, personnes morales ou personnes physiques, y compris au profit de ses associés, se porter caution entre autres en donnant ses biens immobiliers en hypothèque ou en nantissement ou gage, y compris son propre fonds de commerce, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut d'une façon générale accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter la réalisation et avoir un ou des établissements commerciaux ouverts au public.

A cet effet, la société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à cent mille euros (EUR 100.000,-) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de mille euro (EUR 1.000,-) chacune.

Art. 6. Toute assemblée générale des associés de la Société régulièrement constituée représente l'entière des associés de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale des associés se réunira sur convocation notifiée huit jours en avance par le président du conseil de gérance ou par deux des gérants nommés. La convocation énonce l'ordre du jour de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés et s'ils confirment qu'ils ont été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Sauf stipulation contraire contenue dans la loi, les décisions de l'assemblée générale des associés dûment convoquée seront prises à la majorité simple des présents et votants.

Le capital et d'autres dispositions des présents statuts peuvent, à tout moment, être changés par l'associé unique ou par des associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital. Les associés peuvent changer la nationalité de la Société par une décision unanime.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les associés ont le même effet que des résolutions votées en assemblée des associés.

Tout associé peut participer à toute réunion de l'assemblée par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les associés.

Art. 7. Chaque part donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société reconnaît une seule personne par part; si une part est détenue par plus d'une personne, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme en étant le seul propriétaire dans les relations avec la Société.

Chaque part sociale donne droit à une fraction de l'actif social et des bénéfices de la Société proportionnelle au nombre des parts existantes.

Les parts peuvent être attachées à des instruments convertibles émis ou à émettre par la Société selon les termes et les conditions générales de ces instruments. Tout associé qui transfère, vend, confère, met en gage ou cède une ou plusieurs de ses parts du capital social de la Société à une tierce partie (ou à la Société en cas de rachat) est obligé de transférer une proportion identique de ses instruments convertibles à la même partie tierce (ou à la Société selon le cas), selon les termes et les conditions générales des instruments convertibles concernés.

L'assemblée générale peut accepter des apports au compte de prime d'émission ou d'autres apports en capitaux propres sans émission de nouvelles parts sociales.

Art. 8. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le domaine de l'alinéa 1^{er} sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 9. Si la Société compte au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés. Dans le cas de cession pour cause de mort, cependant, l'agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayant droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre III. Administration

Art. 12. La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être des associés.

Les gérants sont désignés et librement révoqués par l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs, rémunérations et durée des mandats.

Art. 13. Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans la convocation.

Une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance doit être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en cas d'urgence pour lequel la nature des circonstances d'urgence doit être mentionnée dans la convocation. Cette convocation peut être écartée par l'accord écrit par lettre, télécopie ou email de chaque gérant. Des convocations séparées ne sont pas requises pour des réunions individuelles tenues à des lieux et heures prescrites dans un programme préalablement adopté par une résolution du conseil de gérance.

Tout gérant pourra prendre part à une réunion du conseil de gérance en donnant pouvoir à un autre gérant par écrit par lettre, télécopie ou email.

Les votes pourront être également effectués par écrit par lettre, télécopie ou email.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les gérants ont le même effet que des résolutions votées en réunions des gérants.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres, et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le procès-verbal d'une telle réunion devra toutefois être approuvé et signé par tous les gérants présents à une telle réunion.

Art. 14. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé une telle réunion.

Les copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion seront signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 15. Le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter tous actes d'administration et de disposition pour compte de la Société et dans l'intérêt de celle-ci.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra déléguer ses pouvoirs de conduire les affaires courantes de la Société et la représentation de la Société pour de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés, à un ou plusieurs

membres du conseil de gérance ou à toute autre personne ou à tout comité (dont les membres n'ont pas à être gérants) délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il pourra également confier tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne qui ne doit pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 16. Vis-à-vis des tiers la Société est valablement engagée par la signature conjointe de 2 (deux) gérants, dont absolument la signature de celui ayant reçu l'autorisation d'établissement, ou le cas échéant, par la signature individuelle du gérant unique, ou par la signature conjointe ou unique de toute personne(s) à qui un pouvoir de signature a été délégué par la Société.

Art. 17. Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne sont pas responsables personnellement des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils sont responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

Art. 18. L'année sociale commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre.

Art. 19. A la fin de chaque exercice, le conseil de gérance prépare les comptes annuels qui sont à la disposition des associés au siège social de la Société.

Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés, sur recommandation du conseil de gérance, déterminera l'affectation des bénéfices nets annuels.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance,
2. ces comptes font apparaître un bénéfice y inclus les bénéfices reportés,
3. la décision de verser des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés,
4. le paiement est effectué lorsque la Société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 20. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par assemblée générale des associés décidant de la dissolution et fixant les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

Art. 21. Tout ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents statuts sera déterminé en concordance avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et Paiement

Les cent (100) parts sociales ont été entièrement souscrites comme suit:

Mme Stéphanie Françoise DHEUR, prénommée,	cinq (5) parts sociales
M. Uday Shiv ARORA, prénommé,	cinq (5) parts sociales
«EVOLIA Developments», prédésignée,	<u>quatre-vingt-dix (90) parts sociales</u>
TOTAL:	cent (100) parts sociales

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par un versement en espèces de sorte que la somme de cent mille euros (EUR 100.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 des lois sur les sociétés (loi du 18 septembre 1933) se trouvent remplies.

Déclaration de la comparante relative à l'autorisation d'établissement

Le notaire instrumentant a rendu les comparants attentifs au fait que la Société doit introduire une demande et disposer d'une autorisation d'établissement en bonne et due forme pour effectuer l'activité telle que stipulée dans l'objet social. Sur ce, les comparants ont déclaré entreprendre eux-mêmes les démarches nécessaires à ces fins.

Frais

Les frais incombant à la société du chef de sa constitution sont évalués à environ mille six cent cinquante euros (EUR 1.650,-).

Résolutions des associés

Les associés prénommés, représentant l'intégralité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre de gérants est fixé à deux (2).

Sont appelés aux fonctions de gérants:

- Madame Stéphanie Françoise DHEUR, ingénieur, née à Meyrin (Suisse), le 27 février 1989, demeurant professionnellement à B L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss;
- Monsieur Uday Shiv ARORA, ingénieur, né le 21 septembre 1987 à Jabalpur, Inde, demeurant professionnellement à B L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss.

Le mandat des gérants est établi pour une durée indéterminée.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est fixé à L-8363 Greisch, 47, Tëntenerstrooss.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. F. DHEUR, U. S. ARORA, E. VAN DEN ABBEELE, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14797. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015076156/282.

(150087121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Actors.lu, Association sans but lucratif.

Siège social: L-2335 Luxembourg, 11, rue N.S. Pierret.

R.C.S. Luxembourg F 8.291.

— STATUTS

Suite à l'assemblée générale du 17/10/2015.

Nous avons modifié quelques articles dans les statuts de l'Association.

Art. 4. Objet. L'association a pour objet:

- La gérance d'une base de données d'acteurs et de comédiens travaillant au Luxembourg dans les structures audiovisuelles et théâtrales professionnelles sur le site ACTORS.LU.
- La mise en place d'une structure représentative pour les acteurs et comédiens travaillant au Luxembourg dans les structures audiovisuelles et théâtrales professionnelles.
- La défense des droits et intérêts matériels, moraux, culturels, légaux et sociaux de ses membres.

Art. 5. Membres.

5.3.

Outre ces membres actifs, l'association peut comprendre:

- a) des membres passifs (utilisateurs du site ACTORS.LU)
- c) des membres donateurs
- d) des membres d'honoraires

Les membres passifs (utilisateurs du site ACTORS.LU) sont des personnes qui répondent aux critères du règlement interne concernant la publication de leur profil sur le site internet de l'association et qui s'y inscrivent par le paiement d'une cotisation.

Les membres donateurs sont des personnes qui suivent les activités artistiques de l'association et la soutiennent par le paiement d'une cotisation.

Le titre de membre d'honneur est conféré, sur proposition du comité, par l'assemblée générale à des personnes ayant rendu des services ou fait des dons à l'association, sans en être membres actifs.

Les membres d'honneur et les membres donateurs sont admis aux assemblées générales avec voix consultative.

Les personnes qui rendent ou ont rendu service à l'association peuvent être nommés membres honoraires par le comité. Les membres passifs (utilisateurs du site ACTORS.LU), donateurs et membres d'honneur n'ont pas le droit de vote.

Art. 6. Comité.

6.1.

L'association est gérée par un comité de 5 membres au minimum et de 15 membres au maximum. Les membres du comité sont élus parmi les membres actifs par l'assemblée générale à la simple majorité des voix. Leur mandat est d'un an; les membres sortants sont rééligibles.

6.2.

Le comité choisit dans son sein un président, un vice-président, un secrétaire général et un trésorier.

La correspondance courante pourra être signée par le secrétaire général.

6.3.

Le comité se réunit sur convocation de son président ou, en son absence, du vice-président. Le comité ne pourra délibérer valablement qu'en présence de la majorité de ses membres, la voix du président ou de son remplaçant étant, en cas de parité, prépondérante. Le comité a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires de l'Association.

6.6. En cas de démission d'un membre du comité, le comité a le droit de coopter un autre membre actif. Cette décision doit être entérinée par la prochaine assemblée générale ordinaire.

6.7.

Le comité représente l'association dans ses relations avec les particuliers et les pouvoirs publics et privés dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires et l'engage valablement à l'égard des tiers par la signature de son président ou de ses délégués.

6.8.

Le comité dispose de tous les fonds formant l'actif de l'association et il régit, à l'usage et au mieux des intérêts de l'association, le placement, le déplacement et l'emploi des fonds mis à disposition.

6.9.

Le comité peut embaucher le personnel nécessaire à la bonne marche de ses services.

Art. 7. L'assemblée générale.

7.2.

Le comité pourra convoquer des assemblées générales extraordinaires chaque fois qu'il le jugera utile ou nécessaire.

Référence de publication: 2015076460/58.

(150088389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Santander SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2632 Luxembourg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 45.337.

Extrait des Décisions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires du 30 avril 2015

Composition du Conseil d'Administration:

- Il a été décidé d'approuver l'élection de Messieurs CAVERO Luis, GOTTI TEDESCHI Ettore, ainsi que Madame YBARRA CASTANO Dolores en tant qu'Administrateurs de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui se tiendra en l'année 2016.

- Il a été décidé d'approuver la réélection de DELOITTE Audit S.à r.l, en tant que Réviseur d'Entreprises de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui se tiendra en l'année 2016.

Au 30 avril 2015, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- M CAVERO Luis (Président du Conseil d'Administration)

- M GOTTI TEDESCHI Ettore

- Ms YBARRA CASTANO Dolores

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Pour SANTANDER SICAV

Au nom et pour le compte de J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2015077345/23.

(150087995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

VEDF (Luxembourg) P9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 196.919.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the twelfth of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

VEDF (Luxembourg) Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 179.760,

here represented by Mrs Isabel DIAS, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on May 11th, 2015.

Said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "VEDF (Luxembourg) P9 S.à r.l." (the "Company"), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association (the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debtor equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's share capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by one hundred (100) shares of one hundred and twenty-five euro (EUR 125) each, all fully paid-up and subscribed.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which set the term of their office. If several managers have been appointed they will constitute a board of managers composed of one or several class A manager(s) and of one or several class B manager(s). The manager(s) need not be shareholders of the Company.

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object. Notwithstanding any other provision of the LLP s' Arrangement, no Reserved Matter may be approved by the single manager or, in case of plurality of managers, the board of managers, without the prior approval of the Shareholders unless the Shareholders have already instructed the single manager or the board of managers, as the case may be, in this respect.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the single manager, or if there is more than one manager, by (i) any two managers of class A acting jointly or by (ii) any manager of class A and any manager of class B acting jointly.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing or by facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by any two managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone, conference call or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolutions.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters either by the sole signature of the single manager or in case of plurality of managers, by (i) the joint signature of any two class A managers or (ii) the joint signature of any class A manager and any class B manager or the single or joint signature(s) of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. Notwithstanding article 13.2 of these Articles, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

Art. 14. Reserved Matters.

14.1. The board of managers shall seek to obtain the prior written consent of the Shareholders as set forth herebelow (the Shareholders' Consent) in respect of any of the matters set forth in article 14.3. of these Articles (the Reserved Matters).

14.2. If an action or decision requires the Shareholders' Consent, the board of managers shall notify the Shareholders and seek the relevant consent of the Shareholders as soon as practicable.

14.3. The Reserved Matters are as follows:

(a) the acquisition of any Investment (including any follow on Investment) and (other than as contemplated in the annual business plan of the LLP) the disposal of any Investment;

(b) capital expenditure in relation to any Investments outside of the Operating Budget for such Investment and other capital expenditures outside the business plan and operating budget of the LLP;

(c) entering into, varying or terminating third party contracts affecting the business plan or operating budget of the LLP by more than 20% of the annual agreed expenditure in respect of any single asset (including any credit agreement or other agreement whereby the Company borrows money, mortgages or pledges any portion of its respective assets, or provides a guarantee or security with respect to any such obligation, including any cross collateralisation between different Intermediate Vehicles);

(d) any tax or legal decision or action (or failure to act) that would have an adverse effect on the affairs of the LLP or an adverse effect on one Investor Member that is disproportionate to the effect on the other Investor Members

(e) any transaction, agreement or matter involving the Company on the one hand and any Member or any Member's Affiliate or any employees, officers, directors, members, shareholders or partners of such Member or such Member's Affiliates or their respective close family members on the other hand;

(f) any change to the terms of the respective engagements of the independent auditor or the independent valuer of the Company;

(g) except as otherwise permitted under the LLP s' Arrangement, the creation, assumption, guarantee, refinancing or prepayment of any indebtedness or liability or the granting of an encumbrance over the Company, or their respective assets in connection with, indebtedness or liability;

(h) the entry by the Company into any lease, contract, memorandum or other agreement for the licence, lease, sale or purchase of land or real property which do not meet or exceed the financial forecast provided for in the approved business plan or budget of the LLP;

(i) any material decisions relating to monitoring of Investments which would: (i) require an investment or commitment or cause the LLP to incur a liability or loss of an amount equal to £50,000 or more, to the extent not provided for in the annual business plan or operating budget of the LLP, or (ii) affect the annual business plan or operating budget of the LLP by more than 20% of the annual agreed expenditure in respect of any single asset, or (iii) cause the net asset value of any single asset in the portfolio to decrease by 5% or more;

(j) any other material decision not specifically agreed in the business plan or operating budget of the LLP which would: (i) require an investment or commitment or cause the LLP to incur a liability or loss of an amount equal to £50,000 or more, or (ii) affect the annual business plan or operating budget of the LLP by more than 20% of the annual agreed expenditure in respect of any single asset, or (iii) cause the net asset value of any single asset in the portfolio to decrease by 5% or more.

14.4 The Shareholders shall resolve on any action or decision referred to it in accordance with article 14.3. of these Articles within ten (10) Business Days of receipt of notice from the board of managers and such resolution shall become effective immediately upon the required level of consent having been obtained.

14.5. Shareholders' Consent may be provided by the Shareholders in form of an additional original copy of the relevant:

(a) minutes of a general meeting of shareholders; or

(b) written circular resolutions (taken in accordance with article 13.1 of these Articles),

provided that, in each case, the Shareholders whose consent is required by any LLP s' Arrangement effectively consent to the relevant action or decision.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 15. Accounting Year.

15.1 The accounting year of the Company shall begin on 1 January of each year and end on 31 December.

15.2 Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

15.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 16. Allocation of Profits.

16.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

16.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

16.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1 In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders

which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

17.2 The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General Provision

18. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Art. 19. Definitions. Affiliate of a person means a person that, directly or indirectly, through one or more intermediaries, Controls, is Controlled by, or is under common Control with, the first person;

Business Days means any day other than (i) a Saturday or Sunday or (ii) a day on which banking institutions in Luxembourg [or the United Kingdom] are authorized or obligated by law or executive order to be closed;

Control (including the terms “controlled by” and “under common control with”) means the possession, directly or indirectly, of the power to direct or cause the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of voting securities, by contract or credit arrangement, as trustee or executor, or otherwise;

Intermediate Vehicle means any vehicle established as a conduit for investment in a real estate asset by the LLP (whether alone or with other persons);

Investment means an investment in or in respect of a real estate asset acquired or proposed to be acquired by or for the account of the LLP, whether made directly or through one or more Intermediate Vehicles and howsoever constituted or represented;

Investment Advisor means Valad Investment Management Services Limited, a company established under the laws of England and Wales, with registered number 03014116 and having its registered office at 1st floor Unit 16, Manor Court, Business Park, Scarborough, YO11 3TU, appointed pursuant to the Investment Advisory Agreement to provide investment advisory services to the LLP in relation to the acquisitions and disposals of Investments and asset management services in relation to the day-to-day management of Investments acquired by the LLP;

Investment Advisory Agreement means the investment advisory agreement in the agreed form entered into on or around July 17, 2014 between the LLP and the Investment Advisor as amended from time to time;

Investor Member means any Member other than Valad Promote Limited Partnership, a limited liability partnership established under the laws of Scotland with registered number SL014404 and having its principal place of business at 1st Floor Exchange Place, 3 Semple Street, Edinburgh EH3 8BL acting through its general partner Valad GP, an unlimited liability company established under the laws of Scotland with registered number SC460534 and having its registered office at 1st Floor Exchange Place, 3 Semple Street, Edinburgh EH3 8BL;

LLP Valad Diversified LLP, a limited liability partnership established under the laws of England and Wales with registered number OC385934 and having its registered office at 1st floor, Unit 16, Manor Court Business Park, Scarborough, YO11 3TU;

LLP s’ Arrangement means the partnership deed of the LLP dated June 18, 2013, as amended from time to time;

Member means any of the members of the LLP, from time to time;

Operating Budget means in relation to any Investment an operating budget prepared by the Investment Advisor pursuant to the Investment Advisory Agreement and approved by the LLP covering all direct transaction costs, including the LLP’s property and asset management costs, plus any legal, audit, tax and other third party property related costs and any asset management fee due under the Investment Advisory Agreement to the Investment Advisor in respect of such Investment;

Reserved Matters means those matters set out in article 14 of these Articles,

Shareholders means the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders respectively and as applicable the shareholders forming the general meeting of shareholders, from time to time.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31th, 2015.

Subscription - Payment

Thereupon,

VEDF (Luxembourg) Holding S.à r.l., prenamed, here represented as stated above, declares to subscribe for one hundred (100) shares of the Company having a par value of one hundred and twenty-five euro (EUR 125) each and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the free disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

class A managers:

- Mr Onno BOUWMEISTER, born in Maarssen (The Netherlands) on January 26th, 1977, with professional address at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l., R.C.S. Luxembourg number B 79.709, with registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

class B managers:

- Mr Fraser James KENNEDY, born in Great Yarmouth (United Kingdom) on March 13th, 1975, with professional address at 64 North Row, London W1K 7DA, United Kingdom; and

- Mr Thomas LAFARGUE, born in Paris (France) on July 11th, 1976, with professional address at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Hier Vorliegenden Textes

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am zwölften Mai.

Vor Maître Martine SCHAEFFER, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

VEDF (Luxembourg) Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht mit Sitz in 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, eingetragen im Firmen- und Handelsregister von Luxemburg unter Nummer B 179.760,

hier vertreten durch Frau Isabel DIAS, Privatbeamtin, mit Geschäftsadresse in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt in Luxemburg am 11. Mai 2015.

Diese Vollmacht nachdem sie vom Bevollmächtigten und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet wurde, bleibt dieser Urkunde zum Zweck der Registrierung beigegeben.

Die Erschienene, handelnd wie vorstehend erwähnt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée"), die hiermit gegründet wird, wie folgt zu dokumentieren:

I. Bezeichnung - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Bezeichnung. Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée") unter der Bezeichnung „VEDF (Luxembourg) P9 S.à r.l." (die „Gesellschaft“) gegründet, die der Luxemburger Gesetzgebung unterliegt, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert (das „Gesetz“), sowie gegenwärtiger Satzung (die „Satzung“).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt, im Großherzogtum Luxemburg. Er kann durch einfachen Beschluss des Alleinigen Geschäftsführers, oder gegebenenfalls, des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Des weiteren kann der Sitz durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.2. Zweigniederlassungen, Filialen und andere Geschäftsräume können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Alleinigen Geschäftsführers, oder gegebenenfalls, des Geschäftsführungsrates er-

richtet werden. Sollte der Alleinige Geschäftsführer, oder gegebenenfalls, der Geschäftsführungsrat beschließen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind, und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit am Sitz der Gesellschaft, oder die Verbindung derselben mit dem Ausland behindern würden oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis zur vollständigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse. Derartige provisorische Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der provisorischen Sitzverlegung des Gesellschaftssitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Der Gegenstand der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen in jedweder Form an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung, die Steuerung und die Entwicklung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, Rentenwerte, Geldmarkteinlagen und andere Schuldtitel aller Art durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder sonst wie erwerben, und im Allgemeinen alle Wertschriften und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Sie kann an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht aller Gesellschaften oder Unternehmen teilnehmen. Des weiteren kann sie die direkten oder indirekten Immobilienanlagen weiterbilden und in den Erwerb und die Verwaltung eines Bestands von Patenten oder anderen geistigen Eigentumsrechten jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeder Art aufnehmen, außer auf dem Wege von öffentlichen Anleihen. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierung, Schuldscheine, Anleihen und Rentenwerte, sowie jede Art von Schuldtiteln und/oder Dividendenpapieren ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel verleihen, einschließlich und ohne Begrenzung, der Erlöse aus Kreditverbindlichkeiten und/oder Emissionen von Schuld- oder Dividendenpapieren an ihre Zweigunternehmen, angegliederte Gesellschaften und/oder jede andere Gesellschaft. Die Gesellschaft kann in Bezug auf ihr gesamtes oder teilweises Vermögen Sicherheiten leisten; sie kann verpfänden, übertragen, belasten oder sonst Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und Vereinbarungen und/oder den Verpflichtungen und Vereinbarungen jeder anderen Gesellschaft nachzukommen und diese im Allgemeinen zu eigenem Nutzen und/oder zum Nutzen jeder anderen Gesellschaft oder Person abzusichern, ohne dass diese Tätigkeiten den Reglementierungen des Finanzdienstleistungssektors unterliegen.

3.3. Mit dem Ziel einer effizienten Verwaltung kann sich die Gesellschaft im Allgemeinen in Bezug auf ihre Anlagen aller Techniken und Instrumente bedienen, einschließlich der Techniken und Instrumente, die dazu gedacht sind, die Gesellschaft gegen Kredit-, Wechsel-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

3.4. Die Gesellschaft darf im Allgemeinen alle Tätigkeiten und alle Transaktionen ausführen, die dazu bestimmt sind, ihren Gesellschaftszweck zu fördern oder die sich auf ihren Gesellschaftszweck beziehen.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

4.2. Die Gesellschaft kann nicht aufgelöst werden wegen eines Sterbefalls, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder Ähnlichen Vorkommnissen, die einen oder mehrere Gesellschafter betreffen.

II. Kapital - Gesellschaftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) festgelegt und besteht aus einhundert (100) Anteilen mit einem Nominalwert von je einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-) alle gezeichnet und voll eingezahlt.

5.2. Das Gesellschaftskapital kann bei einem oder mehreren Anlässen durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder, gegebenenfalls, durch die Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, erhöht oder vermindert werden.

Art. 6. Gesellschaftsanteile.

6.1. Jeder Gesellschaftsanteil erteilt dem Besitzer ein Anrecht auf einen Bruchteil der gemeinschaftlichen Vermögenswerte und Gewinne der Gesellschaft in unmittelbarem Verhältnis zu der Anzahl der bestehenden Anteile.

6.2. Die Anteile der Gesellschaft sind unteilbar, da je Anteil nur ein Besitzer anerkannt wird. Gemeinschaftliche Eigentümer haben eine einzige Person zu ihrem Vertreter für ihre Beziehungen mit der Gesellschaft zu ernennen.

6.3. Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern oder, im Falle eines Alleingeschafters, an Dritte frei übertragbar.

Falls die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat, unterliegt die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Nicht-Gesellschafter der vorherigen Zustimmung der Hauptversammlung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft vertreten.

Eine Anteilsübertragung bindet die Gesellschaft oder Dritte nur infolge einer Mitteilung an die, oder einer Billigung seitens der Gesellschaft, gemäß Artikel 1690 des Bürgerlichen Rechts.

Bezüglich aller anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des Gesetzes hingewiesen.

6.4. Am Sitz der Gesellschaft wird gemäß den Bestimmungen des Gesetzes ein Gesellschafterregister aufbewahrt, das von jedem Gesellschafter, der dies verlangt, eingesehen werden kann.

6.5. Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

III. Geschäftsführung - Vertretung

Art. 7. Geschäftsführungsrat.

7.1. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche durch den Alleingesellschafter oder die Hauptversammlung der Gesellschafter unter Bestimmung der Dauer ihres Mandats ernannt werden. Werden mehrere Geschäftsführer ernannt, so bilden diese einen Geschäftsführungsrat, welcher aus einem oder mehreren Klasse A Geschäftsführer(n) sowie aus einem oder mehreren Klasse B Geschäftsführer(n) besteht. Ein Geschäftsführer muss nicht auch Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer können ad nutum vom Amt abgesetzt werden (ohne jeden Grund).

Art. 8. Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

8.1. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Alleinigen Geschäftsführers oder, sofern die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, des Geschäftsführungsrates, der alle Befugnisse hat um sämtliche Handlungen und Rechtsgeschäfte durchzuführen und zu bewilligen, die der Förderung des Gesellschaftszwecks dienlich sind. Unbeschadet jeglicher anderen Vorschriften in der Vereinbarung der LLP dürfen Befugnisse, die der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, nicht durch den alleinigen Geschäftsführer oder, sofern die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, den Geschäftsführungsrat ohne die vorherige Erlaubnis der Gesellschafter ausgeübt werden, es sei denn, die Gesellschafter haben den Alleinigen Geschäftsführer oder, sofern die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, den Geschäftsführungsrat bereits mit der Wahrnehmung ebendieser Befugnisse beauftragt.

8.2. Beschränkte Spezialvollmachten können für bestimmte Angelegenheiten durch den Alleinigen Geschäftsführer oder, sofern die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, entweder (i) durch zwei Geschäftsführer der Klasse A gemeinschaftlich oder (ii) durch einen Geschäftsführer der Klasse A gemeinschaftlich mit einem Geschäftsführer der Klasse B, einem oder mehreren Vertretern erteilt werden, und zwar unabhängig davon, ob diese auch Gesellschafter sind.

Art. 9. Entscheidungsverfahren.

9.1. Der Geschäftsführungsrat tritt so oft am Ort, der in den Einberufungsschreiben angegeben ist, zusammen wie die Interessen der Gesellschaft es verlangen, oder auf Einberufung eines Geschäftsführers.

9.2. Schriftliche Mitteilung über jede Geschäftsführungsratssitzung ergeht mindestens 24 (vierundzwanzig) Stunden vor dem Tag der Sitzung an alle Geschäftsführer, außer in einem Notfall, in welchem Fall die Art dieser Umstände im Einberufungsschreiben für die Geschäftsführungsratssitzung anzugeben ist.

9.3. Ein Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft in einer Sitzung anwesend oder vertreten sind und erklären, über die Sitzung rechtmäßig informiert worden zu sein und die Tagesordnung zu kennen. Es kann von jedem Mitglied des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft per Brief, Faksimile oder E-mail auf das Einberufungsschreiben verzichtet werden.

9.4. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Geschäftsführungsratssitzung teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt.

9.5. Der Geschäftsführungsrat kann nur gültig tagen und beschließen, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Geschäftsführungsrates werden gültig mit der Mehrheit der Stimmen gefaßt. Die Beschlüsse des Geschäftsführungsrates werden in Protokollen festgehalten, die von zwei in der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet sind.

9.6. Jeder Geschäftsführer kann über Telefon oder Videokonferenz oder durch jedwede andere, ähnliche Kommunikationsmittel an einer Geschäftsführungsratssitzung teilnehmen, die allen Personen, die an der Sitzung teilnehmen, ermöglichen, einander zu hören und miteinander zu sprechen. Die Teilnahme an einer Sitzung durch diese Mittel ist gleich einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

9.7 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse fassen per Rundschreiben, wenn das Einverständnis schriftlich, durch Facsimile, E-mail oder ein anderes Benachrichtigungsmittel erfolgt. Das Ganze bildet das Original welches die Beschlüsse bestätigt.

Art. 10. Vertretung. Die Gesellschaft ist in allen Angelegenheiten gegenüber Dritten durch alleinige Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, sofern die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, entweder (i) durch die Unterschriften zweier Geschäftsführer der Klasse A gemeinschaftlich oder (ii) durch die Unterschriften eines Geschäftsführers der Klasse A gemeinschaftlich mit der eines Geschäftsführers der Klasse B oder, bei wirksamer Erteilung einer Unterschriftsvollmacht gemäß Artikel 8.2. der vorliegenden Satzung, durch die alleinige Unterschrift einer Person oder die gemeinschaftlichen Unterschriften mehrerer Personen.

Art. 11. Verpflichtung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind durch ihr Amt nicht persönlich haftbar für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft gültig eingegangen sind, unter der Bedingung, dass solche Verpflichtungen in Übereinstimmung mit gegenwärtiger Satzung sowie den anwendbaren Bestimmungen des Gesetzes sind.

IV. Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 12. Befugnisse und Stimmrechte.

12.1. Der Alleingesellschafter übernimmt alle Vollmachten, die vom Gesetz der Hauptversammlung der Gesellschafter übertragen werden.

12.2. Jeder Gesellschafter besitzt Stimmrechte, die im Verhältnis zur Anzahl seiner Gesellschaftsanteile stehen.

12.3. Jeder Gesellschafter kann eine natürliche Person oder Rechtspersönlichkeit per Brief, Telegramm, Telex, Faksimile oder E-Mail zu seinem Bevollmächtigten bestellen, um ihn bei den Hauptversammlungen der Gesellschafter zu vertreten.

Art. 13. Form - Beschlussfähige Anzahl - Mehrheit.

13.1. Falls die Anzahl der Gesellschafter fünfundzwanzig nicht übersteigt, können ihre Entscheidungen durch Umlaufbeschluss gefasst werden, dessen Text schriftlich, sei es im Original, oder über Faksimile oder Email, an alle Gesellschafter geschickt wird. Die Gesellschafter geben ihre Stimme durch Unterzeichnung des Umlaufbeschlusses ab. Die Unterschriften der Gesellschafter können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Exemplaren eines gleichlautenden Beschlusses geleistet werden, und per Brief oder per Faksimile bescheinigt werden.

13.2. Kollektivbeschlüsse sind nur gültig, wenn sie von Gesellschaftern gefasst werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals besitzen.

13.3. Ungeachtet von Artikel 13.2. gegenwärtiger Satzung können Beschlüsse in Bezug auf Abänderungen der Satzung oder in Bezug auf die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft nur mit der Stimmenmehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft besitzen, gefasst werden.

Art. 14. Vorbehaltene Angelegenheiten.

14.1. Der Vorstand soll die vorherige schriftliche Einwilligung der Gesellschafter (Einwilligung der Gesellschafter) bezüglich der in Artikel 14.3 bestimmten Angelegenheiten (vorbehaltene Angelegenheiten) wie nachfolgend bestimmt einholen.

14.2. Erfordert eine Handlung oder Entscheidung die Einwilligung der Gesellschafter, soll die Geschäftsführung dies den Gesellschaftern anzeigen und sie alsbald um ihre Einwilligung ersuchen.

14.3. Die vorbehaltenen Angelegenheiten bestimmen sich wie folgt:

(a) Der Erwerb jeglicher Investitionen (einschließlich jeglicher Anschlussinvestitionen) und (anders als im Geschäftsplan der LLP vorgesehen) die Veräußerung jeglicher Investitionen;

(b) Kapitalaufwand im Zusammenhang mit jeglicher Investition, die außerhalb des Betriebsbudgets für solche Investitionen liegt, sowie anderer Kapitalaufwand außerhalb des Geschäftsplans und des Betriebsbudgets der LLP;

(c) die Begründung, Änderung oder Beendigung von Verträgen mit Dritten, die eine finanzielle Auswirkung von mehr als 20 % der vereinbarten Jahresausgaben nach dem Geschäftsplan oder dem Betriebsbudget der LLP herbeiführen, und zwar hinsichtlich jedes einzelnen Aktivums (einschließlich jeglicher Kreditvereinbarung oder jegliche von der Gesellschaft aufgenommene Darlehen, Hypotheken und Grundpfandrechte oder sonstige Verpfändungen ihres Anteilsvermögens, jegliche Bürgschaft oder Sicherungsvereinbarung hinsichtlich einer solchen Verbindlichkeit, einschließlich jeglicher Garantien zwischen verschiedenen Anlagevehikeln);

(d) jegliche steuerlich oder rechtlich relevante Entscheidung oder Handlung (sowie jede Untätigkeit diesbezüglich), die die Angelegenheiten der LLP beeinträchtigt oder einen Investor unverhältnismäßig gegenüber den anderen Investoren benachteiligt;

(e) jegliche Transaktion, Vereinbarung oder Angelegenheit, die einerseits die Gesellschaft und andererseits ein Mitglied oder eine mit diesem Mitglied verbundene Person, oder, darüber hinaus, jegliche Arbeitnehmer, Angestellten, Direktoren, Mitglieder, Gesellschafter oder Partner eines Mitglieds oder einer mit ihm verbundenen Person, einschließlich ihrer jeweiligen Verwandten, bindet;

(f) jegliche Änderung der Konditionen der jeweiligen Prüfungsvereinbarungen mit dem unabhängigen Rechnungs-kommissar oder dem unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft;

(g) vorbehaltlich einer gegenteiligen Erlaubnis in der Vereinbarung der LLP, die Begründung, Übernahme, Sicherung, Refinanzierung einer Schuld oder Verpflichtung oder Vorausleistung auf eine solche oder die Gewährung einer Belastung zum Nachteil der Gesellschaft oder ihrer verbundenen Vermögenswerte in Verbindung mit einer Schuld oder Verpflichtung;

(h) der Eintritt der Gesellschaft in jegliches Miet- oder Pachtverhältnis, in Verträge, Niederschriften oder sonstige Vereinbarungen mit dem Zweck der Nutzung, Miete oder Pacht, des Kaufs oder Verkaufs von Grundstücken oder Grundbesitzes, die nicht der Finanzprognose für den genehmigten Geschäftsplan oder dem Budget der LLP übereinstimmen oder diese überschreiten;

(i) alle wesentlichen Entscheidungen im Zusammenhang mit dem Überwachen der Investitionen die: (i) eine Investition oder die Eingehung einer Verbindlichkeit in Höhe von £50,000 oder mehr erfordern würden oder die LLP verpflichten würden eine solche Verbindlichkeit einzugehen oder zur Folge hätte, dass die LLP sich gezwungen sieht einen Verlust in genannter Höhe zu dulden, sofern der jährliche Geschäftsplan oder das Budget der LLP dies nicht vorsieht, (ii) die einen Aufwand von mehr als 20 % der vereinbarten Jahresausgaben nach dem Geschäftsplan oder dem Betriebsbudget der LLP,

erfordern, und zwar hinsichtlich jedes einzelnen Aktivums, oder (iii) eine Verminderung von mindestens 5 % des Nettovermögenswerts eines jeglichen einzelnen Aktivums im Portfolio;

(j) jegliche andere wichtige Entscheidung, über die im Geschäftsplan oder dem Betriebsbudget der LLP keine ausdrückliche Vereinbarung besteht und die: (i) eine Investition oder die Eingehung einer Verbindlichkeit in Höhe von £50,000 oder mehr erfordern würden oder zur Folge hätte, dass die LLP sich gezwungen sieht einen Verlust in genannter Höhe zu dulden, sofern der jährliche Geschäftsplan oder das Budget der LLP dies nicht vorsieht, (ii) die einen Aufwand von mehr als 20 % der vereinbarten Jahresausgaben nach dem Geschäftsplan oder dem Betriebsbudget der LLP, erfordern, und zwar hinsichtlich jedes einzelnen Aktivums, oder (iii) eine Verminderung von mindestens 5 % des Nettovermögenswerts eines jeglichen einzelnen Aktivums im Portfolio.

14.4 Die Gesellschafter sollen über jede in Artikel 14.3 genannte Handlung oder Entscheidung innerhalb von zehn (10) Geschäftstagen nach Empfang der von der Geschäftsführung Anzeige beschließen; der Beschluss soll mit Erreichen des für seine Wirksamkeit notwendigen Stimmenanteils unverzüglich wirksam werden.

14.5. Die Einwilligung der Gesellschafter kann durch die Gesellschafter in Form einer Urschrift der entsprechenden:

(a) Protokolle der Hauptversammlung der Gesellschafter; oder der

(b) Schriftlichen Umlaufbeschlüsse (welche in Übereinstimmung mit Artikel 13.1 dieser Satzung gefasst wurden),

erbracht werden, vorausgesetzt dass, in jedem dieser Fälle, die Gesellschafter, deren Einwilligung gemäß der Vereinbarung der LLP erforderlich ist, in die jeweilige Handlung oder Entscheidung tatsächlich einwilligen.

V. Jahresrechnungen - Gewinnzuteilung

Art. 15. Geschäftsjahr.

15.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember.

15.2 In Bezug auf das Ende des Geschäftsjahres der Gesellschaft, hat der alleinige Geschäftsführer, oder gegebenenfalls, der Geschäftsführungsrat, jährlich die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft, sowie das Inventar, einschließlich der Angabe des Wertes der Aktiva und Passiva der Gesellschaft zu erstellen, mit einem Anhang, der alle Verpflichtungen der Gesellschaft zusammenfasst, und die Verbindlichkeiten der Geschäftsführer, des oder der Rechnungskommissare (falls anwendbar) und der Gesellschafter der Gesellschaft zusammenfasst.

15.3 Jeder Gesellschafter kann das obengenannte Inventar und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 16. Gewinnverteilung.

16.1 Der in den Jahreskonten aufgeführte Bruttogewinn der Gesellschaft, nach Abzug der Allgemeinkosten, Tilgungen und Kosten, stellt den Nettogewinn dar. Ein Anteil von fünf Prozent (5 %) des Nettogewinns der Gesellschaft wird der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese zehn Prozent (10 %) des Grundkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

16.2 Die Hauptversammlung der Gesellschafter kann nach freiem Ermessen über den Überschuss verfügen. Insbesondere kann sie den Gewinn zu einer Dividendenzahlung freigeben oder sie der Rücklage zuweisen oder auch als Saldo vortragen.

16.3 Zwischendividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) Interimskonten werden vom Geschäftsführungsrat erstellt;

(ii) diese Interimskonten belegen, dass genügend Gewinne und andere Reserven (inklusive Ausgabeprämie) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; wohlverstanden darf der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres realisierten Gewinne, zuzüglich der vorgetragenen Gewinne und der ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich der vorgetragenen Verluste und der Beträge, die der gesetzlichen Rücklage zuzuführen sind, nicht übersteigen;

(iii) die Entscheidung zur Zahlung von Zwischendividenden wird vom alleinigen Gesellschafter oder von der Gesellschafterversammlung binnen zwei (2) Monaten vom Datum der Interimskonten getroffen, und

(iv) eine Zusicherung wurde gegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft nicht gefährdet sind.

VI. Auflösung - Liquidation

17.1 Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, die keine Gesellschafter zu sein brauchen, und die durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannt werden, die ihre Vollmachten und Vergütung bestimmt.

Falls in dem Beschluss des oder der Gesellschafter, oder durch ein Gesetz, nichts Anderes vorgesehen ist, sind die Liquidatoren mit den weitgehendsten Befugnissen für die Realisierung der Vermögenswerte und die Zahlung der Verpflichtungen der Gesellschaft versehen.

17.2 Der Überschuss aus der Realisierung der Vermögenswerte und Zahlung der Verpflichtungen der Gesellschaft wird an den Gesellschafter gezahlt oder, im Falle mehrerer Gesellschafter, an die Gesellschafter im Verhältnis zu der Anzahl der Anteile, die sie in der Gesellschaft besitzen.

VII. Allgemeine Bestimmung

18. Es wird auf die Bestimmungen des Gesetzes in Bezug auf alle Angelegenheiten verwiesen, die nicht ausdrücklich in gegenwärtiger Satzung aufgeführt werden.

Art. 19. Definitionen.

Verbunden	ist eine Person mit einer anderen Person, wenn sie, direkt oder indirekt, durch einen oder mehrere Mittelpersonen, über zweitgenannte Person Kontrolle ausübt oder von ihr kontrolliert wird oder mit ihr unter gemeinsamer Kontrolle steht;
Geschäftstage	sind alle Tage außer (i) Sonnabend und Sonntag and (ii) Tage, an denen Bankinstitute in Luxemburg [oder im Vereinigten Königreich] gesetzlich oder durch Verordnungen berechtigt oder verpflichtet sind geschlossen zu sein;
Kontrolle	(einschließlich der Begriffe “Kontrolliert wird” und “unter gemeinsamer Kontrolle steht”) ist die direkte oder indirekte Möglichkeit der Bestimmung der oder der Einflussnahme auf die Geschäftsführung oder auf die Geschäftsstrategie einer Person, sei es durch das Eigentum an stimmberechtigten Wertpapieren, durch Vertrag oder durch Kreditvereinbarungen, als Treuhänder, als Vollstrecker oder auf sonstige Weise;
Anlagevehikel	ist jedes Vehikel, das zum Zwecke gegründet wird, Investitionen der LLP (sowohl durch diese alleine, als auch gemeinsam mit weiteren Personen) in unbewegliches Vermögen zu ermöglichen.
Investition	bezeichnet eine Investition in oder aufgrund von unbeweglichem Vermögen welches von der LLP oder auf deren Rechnung erworben oder ihr zum Erwerb angeboten wurde, unabhängig davon, ob sie direkt oder durch ein oder mehrere Anlagevehikel getätigt wurde und unabhängig davon, wie diese errichtet und vertreten wurden;
Anlageberater	ist Valad Investment Management Services Limited, eine Gesellschaft englischen und walisischen Rechts, eingetragen unter der Handelsregisternummer 03014116 mit Sitz in 1 st floor Unit 16, Manor Court, Business Park, Scarborough, YO11 3TU, entsprechend der Anlageberatungsvereinbarung dazu bestellt der LLP Anlageberatungsdienste im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Investitionen und Anlageverwaltungsdienste im Zusammenhang mit der laufenden Verwaltung der von der LLP erworbenen Investitionen bereitzustellen;
Anlageberatungsvereinbarung	ist die Anlageberatungsvereinbarung zwischen der LLP und dem Anlagenberater, in der vereinbarten Form am oder um den 17 Juli 2014 herum in Kraft getreten, in der jeweils gültigen Fassung;
Anleger (Mitglied)	ist jedes Mitglied, abgesehen von der Valad Promote Limited Partnership, eine limited liability partnership schottischen Rechts mit der Handelsregisternummer SL014404 mit Sitz in 1 st Floor Exchange Place, 3 Semple Street, Edinburgh EH3 8BL vertreten durch ihren unbeschränkt haftenden Gesellschafter Valad GP, eine unlimited liability company schottischen Rechts mit der Handelsregisternummer SC460534 mit Sitz in 1 st Floor Exchange Place, 3 Semple Street, Edinburgh EH3 8BL;
LLP	Valad Diversified LLP, eine liability partnership englischen und walisischen Rechts mit der Handelsregisternummer OC385934 mit Sitz in 1 st floor, Unit 16, Manor Court Business Park, Scarborough, YO11 3TU;
Vereinbarung der LLP	ist die Partnerschaftsurkunde der LLP vom 19 Juni 2013 in der jeweils gültigen Fassung;
Mitglied	ist jedes Mitglied der LLP zum jeweiligen Zeitpunkt;
Betriebsbudget	ist im Zusammenhang mit jeder Investition ein vom Anlageberater gemäß der Anlageberatungsvereinbarung vorbereitetes Betriebsbudget, welches von der LLP genehmigt wurde und alle direkten Transaktionskosten deckt, einschließlich der Vermögens- und Anlagenverwaltungskosten der LLP, sowie aller Rechtsberatungs-, Behörden-, bzw. Prozesskosten, Auditkosten und Steuern und anderen Kosten im Zusammenhang mit dem Eigentum Dritter, sowie Anlagenverwaltungsgebühren die nach der Anlageberatungsvereinbarung an den Anlageberater in Folge der jeweiligen Investition zu zahlen sind;
Vorbehaltene Angelegenheiten	sind solche des Artikels 14 dieser Satzung,
Gesellschafter	ist der Alleingesellschafter oder, sonst, die Hauptversammlung der Gesellschafter bestehend aus den Gesellschaftern zum jeweiligen Zeitpunkt.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Unterzeichnung dieser Urkunde und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung - Zahlung

Daraufhin erklärt

VEDF (Luxembourg) Holding S.à r.l., vorgenannt, hier vertreten wie vorgenannt, einhundert Anteile (100) der Gesellschaft zu zeichnen mit einem Nennwert von je einhundertfünfundzwanzig Euro (125.- EUR) und sie voll einzuzahlen durch eine Bareinlage betragend zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR).

Der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR) steht somit zur Verfügung der Gesellschaft, wie dem unterzeichneten Notar bescheinigt wurde, der dies ausdrücklich bestätigt.

Schätzung

Die Ausgaben, Kosten, Gebühren und Auslagen jeder Art, die von der Gesellschaft resultierend aus seiner Gesellschaftsgründung getragen werden müssen, werden auf ca. eintausendvierhundert Euro (1.400.-EUR) geschätzt.

Beschlüsse des Alleinigen Gesellschafters

Sofort nach der Gründung der Gesellschaft haben die Gesellschafter, die das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertreten, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Folgende Geschäftsführer werden auf unbestimmte Zeit ernannt:

Geschäftsführer der Kategorie A:

- Herr Onno BOUWMEISTER, geboren in Maarssen (Niederlande) am 26. Januar 1977, mit Berufsanschrift in 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und
- LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l., R.C.S Luxemburg, Nummer B 79.709, mit Sitz in 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Geschäftsführer der Kategorie B:

- Herr Fraser James KENNEDY, geboren in Great Yarmouth (Großbritannien) am 13. März 1975, mit Berufsanschrift in 64 North Row, London W1K 7DA, Großbritannien; und
- Herr Thomas LAFARGUE, geboren in Paris (Frankreich) am 11. Juli 1976, mit Berufsanschrift in 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Der Sitz der Gesellschaft ist in 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Antrag des vorstehenden Komparenten gegenwärtige Urkunde auf English abgefasst ist, gefolgt von einer Fassung in deutscher Sprache, und dass im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung überwiegt.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen zu Luxemburg am Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Und nach Vorlesung an den Bevollmächtigten des Komparenten hat dieser zusammen mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 15 mai 2015. 2LAC/2015/10673. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015075685/646.

(150085874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

CS Taxis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5630 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Docteur Klein.

R.C.S. Luxembourg B 99.052.

Le Bilan au 31 Décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015077671/10.

(150089162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.